COMMISSION DE
L'OCÉAN INDIEN

Revue de presse
du 08 au 14 Juillet 2017

Les articles contenus dans ce document n'engagent que les auteurs et les sources dont ils émanent. Ils ne reflètent en aucun cas une position officielle de la COI

Sommaire

Energies renouvelables 1
- Un projet de dessalement d'eau de mer écologique lancé à Rodrigues par la COI
- L'énergie solaire : la solution pour l'accès à l'eau potable à Rodrigues

Aquaculture 7
- PORT PÉTROLIER ET AQUACULTURE : La contestation sur terre et sur mer

Biodiversité 10
- Biodiversité : Madagascar figure parmi les 17 pays « mégadivers »

Changement Climatique 11
- Agriculture et climat: L'Union européenne financera des projets à Maurice et Rodrigues

Écologie 13
- Forêts: Vers une meilleure gouvernance
- La casse sociale avant la transition écologique

Pêche 15
- Lutte contre la pêche illégale : Huit ministres des pays de l'Océan indien attendus à Madagascar
- Seychelles : pour une meilleure gestion de pêche
- « Maurice ne reçoit qu'une fraction de la valeur de thon »

Sécurité Maritime 20
- Piraterie : le Groupe de contact appelle au maintien de l'aide internationale
- Mauritius Hosting 20th Plenary Session Of Contact Group Piracy Off Coast Of Somalia
- Crime organisé : Lutchmeenaraidoo en appelle à la communauté internationale
- Conférence sur la piraterie : Vishnu Lutchmeenaraidoo « La sécurité maritime dans l'océan Indien n'est pas un problème isolé »

Société 27
- Accord de partenariat avec l'ordre de Malte
- Commission de l'océan Indien : accord de partenariat avec l'Ordre de Malte

Genre 29
- Les femmes leaders de l'Afrique australe se sont réunies aux Seychelles pour faire avancer l'égalité, portée au VIH.

Tourisme 32
- PREMIER SEMESTRE 2017 : Arrivées touristiques en progression de 6,7%

clicanoo.re

Un projet de dessalement d'eau de mer écologique lancé à Rodrigues par la COI

12/07/2017



Ce lundi 10 juillet 2017, à Rodrigues, dans le cadre du programme COI-ENERGIES, mis en œuvre par la Commission de l'océan Indien (COI) et financé par l'Union européenne (UE), un projet de dessalement d'eau de mer par l'énergie solaire a été lancé.

La cérémonie de lancement a été l'occasion de présenter concrètement ce projet de dessalement de l'eau de mer par l'énergie solaire et ses objectifs.

Quadran, la société porteuse du projet, utilise une technologie novatrice dans ce domaine, développée par la société **Mascara**. Jusqu'ici, les unités étaient alimentées par des énergies fossiles comme le pétrole ou le gaz. Contrairement à celles-ci, l'unité de dessalement, en cours de démarrage, sera, grâce à cette nouvelle technologie, alimentée par l'électricité produite par **le soleil** sans batterie de stockage. La mise en place de cet équipement permettra d'apporter une réponse au problème que connaît Rodrigues, à savoir l'alimentation de sa population en eau potable, sans émission de gaz à effet de serre. Ce projet est l'un des premiers de ce type développés dans le monde.

Ce projet fait partie du programme COI-ENERGIES, qui vise à cofinancer **des projets de production d'électricité à partir d'énergies renouvelables à des prix compétitifs** dans les pays bénéficiaires du programme, à savoir l'Union des Comores, Madagascar, la République de Maurice et les Seychelles.

« *Le projet lancé aujourd'hui illustre toute l'utilité et l'importance de notre action. La population et les acteurs économiques de nos pays en seront les premiers bénéficiaires. Nous contribuons ainsi concrètement à notre mission : promouvoir, avec le soutien de nos partenaires, le développement authentiquement durable de l'Indianocéanie* », a déclaré Véronique Espitalier-Noël, chargée de mission de la COI.

Carla Osorio, Chef de Coopération à la Délégation de l'Union européenne, a rappelé l'appui de l'Union européenne dans le développement des énergies renouvelables, notamment pour agir

dans les domaines de l'eau et de la lutte contre la pauvreté. « *Ce projet est un exemple concret et innovant lié au développement durable. Il contribuera à satisfaire les besoins de la population en eau potable, tout en respectant l'environnement et en promouvant Rodrigues comme île écologique* », a-t-elle ajouté.

L'Ambassadeur de France, **Gilles Huberson**, quant à lui, a souligné l'action conjointe de la COI et de l'UE. « *Ces îles de l'Indianocéanie qui ont des points communs, doivent avoir des projets communs. L'engagement de la France se retrouve encore aujourd'hui, via le Fonds français pour l'environnement mondial, qui soutient l'innovation dans le domaine de la lutte contre les effets du changement climatique* », a-t-il déclaré.

Pour clore la cérémonie de lancement, **Louis Serge Clair**, Chef commissaire de l'Assemblée régionale de Rodrigues, a salué le partenariat mis en place et a procédé à la signature d'un accord pour la mise en œuvre du projet. Le Chef commissaire a mis en évidence les effets du changement climatique sur les territoires insulaires : « *Il est important de ne pas oublier les petites îles et leurs populations* ».

https://www.clicanoo.re/Societe/Article/2017/07/12/Un-projet-de-dessalement-deau-de-mer-ecologique-lance-Rodrigues-par-la

ERA ENVIRONNEMENT

L’énergie solaire : la solution pour l’accès à l’eau potable à Rodrigues
12/07/2017

L’énergie solaire est la nouvelle solution adoptée à Rodrigues (Maurice) pour l’accès à l’eau potable. Explication.

Par Houmi Ahamed-Mikidache

Le procédé

L’énergie solaire est la nouvelle solution adoptée à Rodrigues (Maurice) pour l’accès à l’eau potable. La Commission de l’Océan Indien et l’Union Européenne viennent d’inaugurer un projet de dessalement d’eau de mer par l’énergie solaire, sur cette île située dans l’Océan Indien, pour permettre à la population d’avoir accès à l’eau potable. Avec des périodes de sécheresse assez longues, Rodrigues fait en effet face à un problème d’alimentation d’eau potable.

La société Quadran (porteuse du projet), producteur d’électricité verte en France et la société Mascara spécialiste du dessalement d’eau de mer, utilisent une technologie novatrice qui permet d’apporter une réponse au problème d’alimentation d’eau potable sur l’île de Rodrigues. Cette nouvelle technologie est alimentée par l’électricité produite par le soleil sans batterie de stockage et permet de ne pas générer de gaz à effet de serre. Jusqu’ici, le dessalement d’eau de mer se faisait via des énergies fossiles, plus précisément par le pétrole et le gaz .

Le programme COI Energies

Le projet sur l’île de Rodrigues est financé par la Commission de l’Océan Indien et par l’Union Européenne.

« Il est important de ne pas oublier les petites îles et leurs populations ,» a déclaré Louis Serge Clair, Chef commissaire de l’Assemblée régionale de

Rodrigues, lors du lancement de l'initiative, en présence de plusieurs personnalités.

L' initiative de dessalement d'eau de mer par l'énergie solaire à Rodrigues fait partie des 17 projets sélectionnés par le programme COI-ENERGIES. Des projets tous issus du secteur privé, du secteur public et de la société civile.

Le programme COI- Energies co



-finance des projets de production d'électricité à partir d'énergies renouvelables dans les pays de la COI : l'Union des Comores, Madagascar, la République de Maurice et les Seychelles, la Réunion (France). Ce programme est mis en œuvre par la COI sur financement de l'Union européenne à hauteur de 15 millions d'euros. Son objectif principal : contribuer au développement durable des Etats membres de la COI en améliorant leur accès à des sources modernes,fiables, diversifiées et renouvelables, à des prix compétitifs. De nombreux acteurs y participent : institutions nationales des Etats membres de la COI, partenaires techniques et financiers, ainsi que la société civile et le secteur privé. Avec cinq actions principales : l'élaboration d'une stratégie régionale pour le développement des compétences et des institutions en matière d'énergies renouvelable dédiée aux petites îles, la sensibilisation sur les énergies renouvelables et les bonnes pratiques d'efficacité énergétique auprès du grand public et particulièrement des jeunes, des opérateurs économiques ainsi que des décideurs , l'élaboration/amélioration du cadre réglementaire favorisant la production d'électricité issue du solaire et de l'éolienne, le Co-financement de projets publics, privés ou communautaires de production d'électricité d'origine

renouvelable et la mise en place de norme d'efficacité énergétique pour les bâtiments notamment.

http://www.eraenvironnement.com/lenergie-solaire-la-solution-pour-lacces-8743-a-leau-potable-a-rodrigues/



le mauricien actualité | générale jeudi 13 juillet 2017 9

RODRIGUES

Lancement d'un projet de dessalement d'eau de mer par l'énergie solaire

Dans le cadre du programme COI-ENERGIES, mis en œuvre par la Commission de l'océan Indien (COI) et financé par l'Union européenne (UE), un projet de dessalement d'eau de mer par le biais de l'énergie solaire a été lancé à Rodrigues lundi. Serge Clair, le chef commissaire de l'Assemblée régionale de Rodrigues, a salué le partenariat mis en place et a procédé à la signature d'un accord pour la mise en œuvre du projet.

Le chef commissaire de Rodrigues a mis en exergue les effets du changement climatique sur les territoires insulaires, estimant « *important de ne pas oublier les petites îles et leurs populations* ». C'était lundi dans le cadre du lancement d'un projet de dessalement d'eau de mer par énergie solaire. « *Le projet lancé aujourd'hui* (lundi, Ndlr) *illustre toute l'utilité et l'importance de notre action. La population et les acteurs économiques en seront les premiers bénéficiaires. Nous contribuons ainsi concrètement à notre mission : promouvoir, avec le soutien de nos partenaires, le développement authentiquement durable de l'Indianocéanie* », a déclaré Véronique Espitalier-Noël, chargée de mission de la COI.

Pour sa part, Carla Osorio, chef de coopération à la délégation de l'Union européenne, a rappelé l'appui de l'Union européenne dans le développement des énergies renouvelables pour agir notamment dans les domaines de l'eau et de la lutte contre la pauvreté. « *Ce projet est un exemple concret et innovant lié au développement durable. Il contribuera à satisfaire les besoins de la population en eau potable tout en respectant l'environnement et en promouvant Rodrigues comme île écologique* », a-t-elle ajouté.

L'ambassadeur de France, Gilles Huberson, présent à Rodrigues à cette occasion, a pour sa part souligné l'action conjointe de la COI et de l'UE. « *Les îles de l'Indianocéanie qui ont des points communs doivent avoir des projets communs. L'engagement de la France se retrouve encore aujourd'hui via le Fonds français pour l'environnement mondial, qui soutient l'innovation dans le domaine de la lutte contre les effets du changement climatique* », a-t-il déclaré.

La société Quadran, porteuse du projet, utilise une technologie novatrice dans le domaine du dessalement d'eau de mer, laquelle est développée par la société Mascara. L'unité de dessalement en cours de démarrage, au contraire des unités jusqu'ici alimentées par des énergies fossiles – comme le pétrole ou le gaz –, sera, grâce à cette nouvelle technologie, alimentée par l'électricité produite par le soleil, et ce sans batterie de stockage. La mise en place de cet équipement permettra d'apporter une réponse au problème que connaît Rodrigues quant à l'alimentation de sa population en eau potable, sans émission de gaz à effet de serre.

Ce projet innovant est l'un des premiers projets de ce type développés dans le monde. Il fait partie de l'une des composantes du programme COI-ENERGIES, qui vise à cofinancer des projets de production d'électricité à partir d'énergies renouvelables dans les pays bénéficiaires du programme, à savoir les Comores, Madagascar, Maurice et les Seychelles. Dix-sept projets ont été retenus dans le cadre de cet appel à propositions. Ils sont cofinancés par l'Union européenne pour un montant de subvention de plus de 4,6 millions d'euros et sont portés aussi bien par le secteur privé que par le secteur public et par la société civile.

Le projet de dessalement d'eau de mer par le biais de l'énergie solaire lancé à Rodrigues est l'un de ces 17 projets retenus. Il est cofinancé par l'Union européenne et le Fonds français pour l'environnement mondial. La cérémonie de lancement a par ailleurs marqué une étape importante pour le programme COI-ENERGIES puisqu'il s'agit de l'un des premiers projets de l'appel à propositions à être officiellement lancé.

LEMAURICIEN.COM
INDÉPENDANT D'INFORMATION ET D'OPINION

PORT PÉTROLIER ET AQUACULTURE : La contestation sur terre et sur mer



ARTICLE PARU DANS SCOPE | 7 JUILLET, 2017 - 07:00

Malgré l'interdiction, le collectif Say No to Petroleum Hub est allé de l'avant avec son rassemblement le samedi 1er juillet à Albion. Quelques centaines de personnes se sont donné rendez-vous au club Nautilus pour dire non au projet de port pétrolier mais aussi au projet d'aquaculture qui guette désormais la côte ouest. Plusieurs intervenants ont pris la parole et ce en présence de quelques politiciens. Par ailleurs, une dizaine de kayakistes ont pagayé depuis la plage publique d'Albion au site prévu pour le projet de port pétrolier à Pointe aux Caves. Le slogan "Sanala noooon" a été repris en chœur par les orateurs et le public lors du rassemblement initié par la plateforme Say No to Petroleum Hub et qui s'est finalement tenu au Nautilus samedi. En effet, suite au refus des autorités de permettre la tenue de ce rassemblement sur le site où le projet est prévu à Pointe aux Caves, les manifestants s'étaient donné rendez-vous au Nautilus, situé non loin de la plage publique d'Albion.

Parlementaires présents.

La présence de plusieurs personnages du paysage politique n'est pas passée inaperçue. Parmi eux, Franco Quirin, Adrien Duval, Patrice Armance, Alan Ganoo, Guito Lepoigneur et Thierry Henry. "Nous sommes satisfaits de l'affluence de samedi dernier, nous avons eu entre 800 et 1 000 personnes aux heures de pointe. Il y avait une bonne ambiance, les messages ont pu être passés et les parlementaires étaient un support très important pour nous", confie Jean-José Bax, porte-parole du collectif Say No to Petroleum Hub.

Plusieurs orateurs ont avancé divers arguments contre la nécessité d'aller de l'avant avec ces deux projets qui, disent-ils, mettent en péril la nature.

“L’argent n’a aucune valeur auprès de la nature. Un seul incident suffira pour bouleverser toute la côte ouest. Un jour, nos enfants devront plier bagage et s’en aller quand il y aura une marée noire à Albion et Pointe aux Sables”, a vociféré Vincent Ravat, membre du collectif Say No to Petroleum Hub.

Les kayakistes disent non au port pétrolier.

Jean-José Bax s’est lui aussi longuement exprimé sur les effets négatifs qu’amènera le projet de port pétrolier. “Après une centrale à charbon, ils ont voulu faire une raffinerie et maintenant un port pétrolier, il y en a même un qui a dit que c’est comme une station d’essence, c’est inqualifiable. Une simple station d’essence qui peut ruiner notre vie. Je vous donne la garantie que si on fait un port pétrolier, notre mer sera tellement polluée qu’on ne pourra plus se baigner dedans. Qui peut garantir qu’un accident n’arrivera pas ? Le Titanic était conçu pour ne jamais couler et il a coulé. Le bateau Érica a coulé avec 50 000 tonnes de pétrole à son bord, et ça a touché 400 km de côte. Imaginez la totalité des côtes touchées à Maurice, le tourisme meurt, les hôtels ferment, l’économie s’écroule. Et c’est ça la vision de ceux qui nous dirigent. Sanala Nooooon.”. De même, puisque Pointe aux Caves est un site exceptionnel pour certains sports d’extérieur, plusieurs sportifs ont tenu à marquer le coup lors du rassemblement. À l’initiative de Patrick Haberland, une dizaine de kayakistes ont parcouru la distance entre la plage publique d’Albion et les abords du phare à Pointe aux Sables pour contrer le projet de port pétrolier. Sur place, ils se sont groupés et ont sorti des pavillons en signe de protestation. Des vététistes s’étaient également déplacés pour faire une petite balade de même que des mordus d’escalade qui pratiquaient leur sport près du phare.

Interdiction
“Les autorités ont avancé des raisons farfelues”

Concernant la réponse négative des autorités quant à la tenue de ce rassemblement à Pointe aux Caves, Sébastien Bax pointe du doigt les “raisons farfelues” avancées. “Quand on leur a signifié que le rassemblement était prévu tel un Bring and Share, ils nous ont dit qu’il nous fallait avoir un permis du ministère de la Santé. Ils nous ont également demandé un permis de la société des droits d’auteurs alors que Désiré François et Bruno Raya allaient interpréter leurs propres chansons lors du rassemblement. Ce sont des raisons extrêmement farfelues. Par ailleurs, nous n’avons pas eu la permission de la police ni du District Council pour la tenue du rassemblement à Pointe aux Caves”, fustige Jean-José Bax, porte-parole de la plate-forme Say No To Petroleum Hub.

Non aux Fish Farms

Outre pour dire non au pétrole, ce rassemblement se voulait l’occasion de monter au créneau pour dire non aux projets d’aquaculture, notamment celui de Growfish International Mauritius Ltd. “Nous ne sommes pas contre le développement mais nous sommes contre le développement sauvage.

Lor later bio, lor lamer simik ? Nou pa pou dakor. Ces projets-là vont détruire des sites tels que le Rempart Serpent qui est un magnifique site de plongée et le bassin vert, lieu où on voit quotidiennement des dauphins", affirme Karl Lamarque, président de l'association des pêcheurs professionnels et de plaisance, qui se joint à la lutte. Sasha Lagesse, porte-parole du collectif No to Fish Farming in Mauritius, a lui évoqué l'exemple de La Réunion où le Fish Farming a attiré des requins qui se sont sédentarisés même après la fermeture de la ferme. "Il y avait eu un projet d'aquaculture dans la Baie de St Paul à La Réunion. Nous avons interviewé des pêcheurs et des plongeurs ; ils nous ont dit qu'il y a eu une augmentation massive du nombre de requins."

Rassemblement prévu le 22 juillet

La plateforme Say No To Fish Farming organisera un rassemblement le samedi 22 juillet sur la plage de Tamarin ou alors à Riverland, dépendant de l'obtention de permission ou non de la part des autorités. Ce rassemblement qui devrait durer toute une journée a pour objectif d'informer un maximum de personnes sur les méfaits du projet d'aquaculture de Growfish International Mauritius Ltd, qui est actuellement en attente de l'obtention d'un permis EIA. Quant à la plate-forme Say no to Petroleum Hub, elle tiendra une conférence de presse ce jeudi à Port-Louis pour annoncer ses prochaines actions.

Lien : http://www.lemauricien.com/article/port-petrolier-et-aquaculture-la-contestation-sur-terre-et-sur-mer

Biodiversité : Madagascar figure parmi les 17 pays « mégadivers »

Par Les Nouvelles sur 10/07/2017

Grâce à sa forte concentration de biodiversité, Madagascar fait partie de la liste très selecte des pays « mégadivers ». La majorité des espèces de faune et de flore qu'il abrite sont presque toutes endémiques.

C'est le Centre de surveillance de la conservation de la nature (UNEP-WCMC), une agence du programme des Nations unies pour l'environnement, qui a identifié les dix-sept pays figurant dans cette fameuse liste. Les pays

« *mégadivers* » sont un groupe de pays qui détiennent la majorité des espèces et sont considérés comme les plus riches de la planète en matière de diversité biologique. Ils occupent ensemble moins de 10% de la surface de la Terre, mais hébergent 70% des espèces.

Les 17 pays identifiés en tant que pays mégadivers par l'UNEP-WCMC sont : l'Afrique du Sud, l'Australie, le Brésil, la Colombie, l'Equateur, l'Inde, l'Indonésie, Madagascar, la Malaisie, le Mexique, le Pérou, la Papouasie-Nouvelle-Guinée, les Philippines, les Etats-Unis, la République démocratique du Congo, la Chine et le Venezuela.

Madagascar est considéré comme une priorité mondiale en termes de conservation de la biodiversité. Selon Conservation international, l'île abrite cinq familles de plantes endémiques d'environ 14.000 espèces végétales, dont près de 90% sont endémiques. La diversité des primates est exceptionnelle avec 101 espèces et sous-espèces endémiques. Les cinq familles d'oiseaux endémiques représentent les 51% de la diversité. Sur les 370 espèces de reptiles, 90 % sont endémiques. A Madagascar, les amphibiens sont uniques car avec les 278 espèces recensées, presque 100% ne se trouvent nulle part ailleurs. Cet écosystème très riche est plus résistant et a une capacité d'adaptation aux stress externes que celui où le nombre d'espèces est limité.

Grand atout pour le tourisme

Ce n'est donc pas un hasard si la Grande île figure parmi les pays « *mégadivers* ». Le 26 juin dernier, le célèbre magazine britannique The Telegraph, dans son format numérique (+ de 70 millions de visiteurs uniques), a publié un article sur les destinations touristiques ayant connu une progression rayonnante en termes d'arrivée de touristes en 2016. Suite à la hausse de 20% du nombre de touristes l'année dernière, Madagascar a attiré l'attention de ce magazine spécialisé notamment dans le voyage. En effet, la Grande île a attiré 293 000 touristes, contre 244 000 en 2015.

Selon le magazine, si le pays attire autant de touristes tous les ans, c'est justement à cause de sa faune et flore exceptionnelles. A titre d'exemple, le pays détient 113 espèces de lémuriens endémiques et un nombre infini de plantes endémiques dont la plupart ont des vertus médicinales qu'on retrouve dans les célèbres parfums de luxe. Une riche biodiversité qui fait de Madagascar un véritable paradis pour les amoureux de la nature.

Arh.

Lien : http://www.newsmada.com/2017/07/10/biodiversite-madagascar-figure-parmi-les-17-pays-megadivers/

ION NEWS

Agriculture et climat: L'Union européenne financera des projets à Maurice et Rodrigues

07/07/2017



Des idées pour promouvoir ou soutenir une agriculture intelligente et résiliente face au changement climatique ? Mieux, des projets ? L'Union européenne propose de les financer, qu'ils soient de moyenne ou grande envergure.

Sous la *Global Climate Change Alliance Plus Initiative*, une enveloppe de 2,4 millions d'euros est prévue pour Maurice, dont 1 million pour Rodrigues.

Le budget des projets soumis doit s'élever à 300 000 euros au moins mais ne pas dépasser 1 million. De cela, l'Union européenne financera entre 50% et 80%.

Les actions soutenues devront s'étendre sur une période allant de 12 à 36 mois.

Elles doivent augmenter de manière durable la productivité agricole, améliorer la résilience, et participe aux efforts nationaux quant à la sécurité alimentaire.

Les projets peuvent concerner la gestion des bassins hydrographiques, la conservation de l'eau et des sols, l'amélioration des systèmes d'irrigation, le développement de systèmes agricoles mixtes et durables afin notamment de réduire le recours aux pesticides, et la réduction des risques face aux catastrophes.

La soumission doit se faire au plus tard le 6 Octobre.

Lien : http://ionnews.mu/video-agriculture-et-climat-lunion-europeenne-financera-des-projets-a-maurice-et-rodrigues-070717/

La Gazette de la Grande Ile

Forêts: Vers une meilleure gouvernance

La superficie forestière de Madagascar est estimée à près de 12 millions d'hectares, dont le rythme moyen de déforestation est de plus de 0,5 pour cent. Or, la plupart des textes législatifs et réglementaires qui régissent le secteur forestier datent de la fin des années 1990, au mieux du début des années 2000, et ne correspondent plus aux exigences actuelles du secteur. Le projet avait pour but d'aider le Gouvernement à élaborer un code forestier, jusqu'alors inexistant, et à réviser la politique des forêts du pays, de façon à disposer de référents clairs, précis et cohérents pour guider l'action publique.

Dans ce sens, la FAO indique au titre des réalisations qu'après de larges consultations impliquant tous les acteurs du secteur, les propositions de nouvelle Politique forestière et du premier Code forestier malgache ont été rédigées et remises entre les mains du Gouvernement. Quarante agents d'organisations gouvernementales et non gouvernementales ont en outre été formés aux nouvelles règles, afin de pouvoir sensibiliser par la suite les acteurs au nouveau code et à la nouvelle politique.

Pour ce qui est de l'impact, la même source fait état que l'amélioration de la gouvernance du secteur des forêts et des bois à Madagascar protégera cette richesse de ressources et de biodiversité, tout en permettant une gestion raisonnée qui contribuera à lutter contre la pauvreté.

Faut-il rappeler que la FAO en tant que donateur a contribué à hauteur de 366000 USD.

Les partenaires sont constitués par le Ministère de l'environnement, de l'écologie et des forêts (MEEF), le Laboratoire de recherche appliquée de l'École supérieure des sciences agronomiques et le Comité pour la sauvegarde de l'intégrité. Et les bénéficiaires formés par les institutions publiques impliquées dans la gouvernance du secteur, au premier rang desquelles la Direction générale des forêts du MEEF; les acteurs forestiers, le secteur privé, la société civile en général et les populations rurales, dont les femmes en particulier.

Lien : http://www.lagazette-dgi.com/index.php?option=com_content&view=article&id=60274:forets-vers-une-meilleure-gouvernance&catid=45&Itemid=110

Témoignages

La casse sociale avant la transition écologique

J.B. / 7 juillet 2017

Le gouvernement a présenté deux plans hier. Le premier concerne le climat. Il comprend des mesures encourageantes visant à se conformer à l'Accord de Paris. Il s'agit notamment de la fin de la délivrance de permis de recherche de gisements d'hydrocarbure, ou de l'arrêt de la commercialisation des voitures à moteur thermique en 2040. Il reste donc moins de 25 ans pour réaliser cette transition. Pour La Réunion, ce sera un défi considérable étant donné le retard pris depuis 2010. Avant cette date, la Région Réunion travaillait sur la couverture de la route des Tamarins par des centrales photovoltaïques. Le but de ce chantier était de fournir de l'électricité pour alimenter les moteurs des voitures électriques. Depuis 2010, ce projet est au point mort, il est urgent de le relancer.

L'autre annonce du gouvernement est beaucoup moins encourageante. Il s'agit de l'application du plan d'austérité dans la fonction publique. Il confirme la suppression de 120.000 postes de fonctionnaires. Pour La Réunion, les conséquences seront dramatiques. En effet, l'état de pauvreté de la population rend encore plus important le besoin de services publics. Avec des effectifs en baisse, le service rendu se dégradera, ce seront les plus pauvres qui trinqueront.

Le gouvernement souffle le chaud et le froid. Il est important de remarquer néanmoins que les mesures d'austérité et de restriction des droits telles que la prolongation de l'état d'urgence ou les changements dans le Code du Travail sont discutées dès maintenant, tandis que l'application concrète de la transition écologique semble beaucoup moins urgentes.

J.B.

Lien : http://www.temoignages.re/politique/edito/la-casse-sociale-avant-la-transition-ecologique,90077

Al-watwan

Lutte contre la pêche illégale : Huit ministres des pays de l'Océan indien attendus à Madagascar

Société | 11/07/2017 | Nassila ben Ali



Le plan régional de surveillance des pêches est mis en œuvre depuis dix ans par les cinq Etats membres de la Coi. Il s'est élargi, depuis 2014. Le Prsp a pour objectif de réunir les moyens humains, maritimes et aériens des huit Etats participants pour planifier, coordonner et conduire des missions de patrouille conjointes en mer.

La deuxième conférence des ministres des pêches des Etats du sud-ouest de l'Océan indien se tiendra à Antananarivo, en ce mois de juillet.

Cette rencontre, qui aura lieu du 18 au 21, s'inscrit dans le cadre du Plan régional de surveillance des pêches (Prsp), mis en œuvre par la Commission de l'Océan indien grâce à l'implication des huit Etats participants et à la contribution de l'Union européenne.

Ce sera l'occasion de présenter les réussites de ce mécanisme régional de coopération contre la pêche illégale et de réitérer l'engagement des Etats à poursuivre leurs efforts collectifs.

Pour Hamada Madi, Secrétaire général de la Coi, "le Prsp témoigne de l'utilité de la coopération, en l'occurrence dans la lutte contre la pêche illicite non reportée et non règlementée (Inn) qui reste une menace pour les économies du Sud-ouest de l'Océan indien".

A en croire le secrétaire général de la Coi, le Prsp a permis d'agir collectivement pour améliorer la surveillance

de quelque 6,4 millions de km2 de zones économiques exclusives.

"Ce mécanisme est ainsi devenu une composante majeure du partenariat Coi-Ue pour la préservation des ressources halieutiques, particulièrement thonières", ajoute-t-il.
Conscients de cet enjeu économique mais aussi écologique et sécuritaire, les ministres des Pêches des huit Etats participants signeront, à l'issue de la conférence, une déclaration commune visant à renforcer ce mécanisme régional de lutte contre la pêche Inn.

Au préalable, près d'une centaine d'experts nationaux et internationaux vont dresser le bilan des activités et des progrès réalisés par le Prsp sur le plan juridique, technique et humain. Ils travailleront également à l'élaboration d'un système de financement durable.

Preuve de l'intérêt suscité par le Prsp, des représentants de l'Afrique du Sud, de la Somalie et des Maldives participeront également aux travaux de la conférence.

Cette mutualisation des efforts, dans le cadre du Prsp qui constitue un volet majeur des activités du programme SmartFish, contribue significativement à stimuler la dynamique économique régionale dans le secteur de la pêche,

relève Sunil Sweenarain, Coordinateur du programme SmartFish de la Coi.
Le plan régional de surveillance des pêches est mis en œuvre depuis dix ans par les cinq Etats membres de la Coi, à savoir l'Union des Comores, La France/Réunion, Madagascar, Maurice et Seychelles.
Il s'est élargi, depuis 2014, à trois Etats côtiers du continent, à savoir le Kenya, le Mozambique et la Tanzanie. Le Prsp, avec le concours financier de l'Ue, a pour objectif de réunir les moyens humains, maritimes et aériens des huit Etats participants pour planifier, coordonner et conduire des missions de patrouille conjointes en mer.

Il vise également à fluidifier l'échange d'information concernant les activités de pêche dans la région et à renforcer la capacité des pays à répondre aux mesures internationales de lutte contre la pêche Inn.

http://alwatwan.net/societe/lutte-contre-la-p%C3%AAche-ill%C3%A9gale-huit-ministres-des-pays-de-l%E2%80%99oc%C3%A9an-indien-attendus-%C3%A0-madagascar.html

VOTRE RENDEZ-VOUS ÉCOLOGIQUE

OSMOSe

Questions à... **Nishan Degnarain,** auteur de «Soul of the Sea»

«Maurice ne reçoit qu'une fraction de la valeur du thon»



Nishan Degnarain est un Mauricien dont le travail a été reconnu par l'Organisation des Nations unies (ONU). Il a joué un rôle clé dans les négociations relatives à la déclaration sur la «traçabilité des thons en 2020», négociée à l'ONU pour prévenir la surpêche et la pêche illégale. Économiste de profession, il a publié cette année un livre écrit avec le Dr Gregory Stone, «Soul of the Sea».

Vous venez de coécrire un livre, «Soul of the Sea in the age of the algorithm». De quoi parle cet ouvrage ?

La technologie change la face du monde rapidement. Que ce soit les téléphones, les réseaux sociaux ou les moteurs de recherche, ou encore le développement de la voiture autopilotée ou les avancées rapides en géné- promeuve aussi l'égalité et non pas l'exclusion d'utilisateurs plus traditionnels.

Outre ce nouveau livre, effectuez-vous un autre travail avec l'ONU ?

J'ai été invité pour présider l'initiative pour les océans lors du Forum économique mondial, ce qui a permis de négocier une importante déclaration relative à l'arrêt de la pêche prolifiques. Une valeur ajoutée s'élevant à plus de Rs 1 200 milliards. Cependant plusieurs pays, Maurice inclus, n'en touchent qu'une infime partie.

Le thon est l'un des poissons les plus pêchés légalement et illégalement. Cela a dû être difficile de négocier la déclaration ?

Les populations de thon

Maurice a une occasion réelle d'être le leader dans le secteur océanique mondial, particulièrement en prenant quelques actions avant-gardistes comme la création d'un ministère dont le travail serait uniquement de gérer les ressources océaniques. Cependant, le pays doit en-

dans ses eaux et de revoir les contrats avec les pêcheurs étrangers, qui reçoivent de la valeur ajoutée pour avoir pêché dans les eaux mauri-

de l'aquaculture excessive. Il y a des leçons que Maurice peut tirer de la façon de développer une aquaculture durable en se ba-

la face du monde rapidement. Que ce soit les téléphones, les réseaux sociaux ou les moteurs de recherche, ou encore le développement de la voiture autopilotée ou les avancées rapides en génétique, les 30 prochaines années vont être les plus transformatives de l'histoire. Ce qui est reconnu par le Forum économique mondial comme la quatrième révolution industrielle. Cette révolution va transformer les économies et les sociétés autour du monde incluant notre environnement et nos océans. Ce qui est crucial c'est autant la technologie développée que le leadership pour maitriser ces technologies. *Soul of the Sea* a connu un intérêt significatif de la part de Harrison Ford et de Leonardo DiCaprio et le prince Albert II de Monaco était présent au lancement du livre à New York.

Comment vous êtes-vous décidé pour le titre du livre ?

Les technologies reflétées dans le cadre de la quatrième révolution industrielle transformeront nos océans. C'est pourquoi nous sommes dans l'âge de l'algorithme où les données et les technologies peuvent transformer nos océans. Cependant, en même temps, nous avons besoin de suffisamment de valeur éthique pour diriger nos océans afin de nous assurer que la génération suivante d'industries pour nos océans soit durable avec l'environnement et

travail avec l'ONU ?

J'ai été invité pour présider l'initiative pour les océans lors du Forum économique mondial, ce qui a permis de négocier une importante déclaration relative à l'arrêt de la pêche illégale. Cela a été annoncé à l'ONU en juin pendant la plus grande réunion sur les océans en 40 ans. Cette déclaration, la «*Tuna Traceability Declaration*», vise à mettre fin à la pêche illégale des thons. À ce jour, plus de 50 des plus grands vendeurs se sont engagés à répertorier les navires, l'heure et la location de la prise avec exactitude. Ce projet a aussi reçu l'aide d'une vingtaine d'îles en voie de développement et d'organisations non gouvernementales (ONG). Je suis très fier d'avoir réussi cette négociation.

Qu'est-ce qui vous a poussé à travailler sur la pêche illégale du thon ?

La pêche illégale résume parfaitement les difficultés auxquelles font face les gouvernements des petites îles en développement comme Maurice. Montrer que le changement est possible est le premier pas vers la transformation pour gouverner les océans. Le thon est vital pour l'écosystème de cinq des huit espèces, qui sont sur la liste rouge de l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN) et d'autres qui ont enregistré un déclin de près de 90 % de leur population. Économiquement, le thon est l'une des espèces les plus monétairement

Le thon est l'un des poissons les plus pêchés légalement et illégalement. Cela a dû être difficile de négocier la déclaration ?

Les populations de thon ont chuté de plus de 90 % sur les 40 dernières années. Et 65 % du thon se trouve dans l'océan Pacifique et 20 % dans l'océan Indien. Cette déclaration est un travail d'équipe. Les vendeurs

prenant quelques actions avant-gardistes comme la création d'un ministère dont le travail serait uniquement de gérer les ressources océaniques. Cependant, le pays doit entreprendre beaucoup plus d'actions au niveau du leadership. Par exemple, Maurice n'est toujours pas signataire de la traçabilité du thon, déclaration que d'autres petits États insulaires ont signée.

«Il y a des leçons que Maurice peut tirer de la façon de développer une aquaculture durable.»

ont reconnu que si nous voulons continuer à jouir du thon, il nous faut des solutions à long terme. Sinon, le thon risque de disparaître des océans. Cet accord a été conduit par les secteurs de la vente, en partenariat avec les îles en voie de développement. Surtout que ces dernières reçoivent rarement tous les bénéfices de l'exploitation du thon.

Que pensez-vous de l'action de Maurice pour protéger la mer ? Est-ce suffisant ?

Comment Maurice va-t-elle bénéficier de cet accord ? La pêche illégale est un problème pour le pays. Faut-il revoir nos méthodes pour arrêter la pêche illégale ?

Nombres d'îles en voie de développement, comme Maurice, ne reçoivent qu'une fraction des bénéfices de la valeur du thon. Pour chaque kilogramme de thon vendu à Rs 300 en Europe, Maurice n'en reçoit que Rs 10. La traçabilité du thon va permettre à Maurice de suivre le thon pris

dans ses eaux et de revoir les contrats avec les pêcheurs étrangers, qui reçoivent de la valeur ajoutée pour avoir pêché dans les eaux mauriciennes. Et de la même manière, le thon qui n'est pas suivi ne peut pas se retrouver sur les marchés officiels.

Il y a beaucoup de discussions autour de l'aquaculture, votre opinion sur le sujet ?

Globalement, l'aquaculture a été la source de croissance la plus rapide d'apport de protéines depuis 2014. Aujourd'hui, plus de poissons sont produits de l'aquaculture qu'à travers la pêche traditionnelle. Les avancées rapides de la technologie signifient qu'elle est la seule industrie à se développer rapidement. Chose que nous mettons en évidence dans *Soul of the Sea*.

Pensez-vous que Maurice devrait mettre autant d'accent sur l'importance de l'aquaculture ?

L'aquaculture doit être soigneusement réalisée. Elle devrait être mise en place en tenant compte de l'expertise scientifique internationale. On doit s'assurer qu'elle est intégrée à d'autres activités côtières comme le tourisme et éviter les risques de santé, qui est un effet secondaire de l'aquaculture excessive. Il y a des leçons que Maurice peut tirer de la façon de développer une aquaculture durable en se basant sur des exemples en Écosse, en Norvège et au Canada. La frontière suivante est l'aquaculture en eau profonde, loin du littoral, qui utilise de nouvelles technologies pouvant produire de nouveaux emplois de haute technologie pour une nouvelle génération et assurer la durabilité de l'environnement.

Quel sont vos objectifs dans un avenir proche ?

Nous travaillons avec les Nations unies sur la transformation de la gouvernance mondiale des océans. À travers le Forum économique mondial, nous avons un nouveau bureau à San Francisco qui exploite les dernières technologies de Silicon Valley pour radicalement transformer les technologies de nos océans. Nous espérons nous développer radicalement.



Le Dr Gregory Stone et Nishan Degnarain, coauteurs du livre «Soul of the Sea», en session de dédicaces.

L'express du 12/07/2017

SEYCHELLES

Pour une meilleure gestion des pêches



Une des exigences de l'initiative est aussi de publier des rapports nationaux sur les stocks de poissons.

L'ATELIER régional de l'Ouest de l'océan Indien sur la pêche ou Initiative pour la Transparence des Pêches (FiTI) s'est déroulé aux Seychelles. L'occasion de revoir les stratégies pour accroître la responsabilité et la pratique de la pêche durable.

Fin juin, sur l'île de Mahé, les pratiques de pêche responsable dans la zone océan Indien ont fait l'objet d'une rencontre. Durant deux jours, les représentants de l'industrie de la pêche, de la société civile, des gouvernements et des administrations des pêches des Seychelles, de Maurice, des Comores, de Madagascar, de Tanzanie, du Kenya et du Mozambique se sont retrouvés et ont discuté de la *Fisheries Transparency Initiative* (FiTI) ou Initiative pour la transparence des pêches. Il s'agit d'une initiative internationale de lutte contre la pêche illégale.

Sensibilisation à la transparence

L'atelier général avait pour but de mieux faire connaître les administrations des pêches et de sensibiliser aux enjeux de la transparence dans ce secteur. C'était également l'occasion de mieux faire comprendre la façon dont la FiTI sert les intérêts des communautés affectées et de tous les concernés.

«Dans le cadre de l'initiative, les informations relatives à la pêche devraient être facilement accessibles au public. Cela peut se faire par la publication des politiques de pêche, et autres informations sur notre siteWeb ou dans les médias», a déclaré Nirmal Jivan Shah, président de l'Autorité de pêche des Seychelles.

Identifier le standard FiTI

Autre objectif de cet atelier : susciter l'intérêt des pays-membres de la Commission de l'océan Indien (COI) et ceux de l'Afrique de l'Est pour qu'ils participent à la FiTI et adhèrent au standard FiTI. L'accord comporte 12 exigences de transparence, parmi lesquelles : la publication de tous les accords de pêche conclus avec des parties étrangères, la publication de rapports nationaux sur l'état des stocks de poissons et un registre public des législations nationales en matière de pêche, de réglementation et de documents de politique officielle dans le secteur.

L'atelier a été organisé par le Centre africain des ressources naturelles (CARN) du Groupe de la Banque africaine de développement (BAD), le gouvernement des Seychelles, la COI et le Secrétariat international de la FiTI.

rfi AFRIQUE

Piraterie: le Groupe de contact appelle au maintien de l'aide internationale

08/07/2017



(Photo d'illustration) Des pirates somaliens photographiés en janvier 2010 dans le golfe d'Aden.
© AFP PHOTO / MOHAMED DAHIR

Par RFI Publié le 08-07-2017 • Modifié le 08-07-2017 à 02:25

Le Groupe de contact sur la piraterie au large des côtes somaliennes a conclu vendredi 7 juillet ses travaux annuels à l'île Maurice sur un sentiment de satisfaction, mais en insistant sur le fait que le danger n'est pas éliminé. «La piraterie reste une menace dans la région», estime le groupe des Nations unies qui a réuni pendant trois jours 200 représentants de 24 pays et d'organisations internationales. Ces membres appellent au maintien du système de surveillance international et à l'appui des efforts de la Somalie pour améliorer ses capacités sécuritaires.

Deux questions principalement préoccupent les membres du **Groupe de contact international sur la piraterie**. D'abord celle du système de surveillance de la force navale européenne dans la corne de l'Afrique et dans l'océan indien, système qu'il faut, ont-ils demandé, non seulement maintenir, mais perfectionner.

Ensuite, ils insistent sur le fait que « *si l'action en mer est indispensable, elle l'est tout autant sur terre, en Somalie* », pour pouvoir éradiquer la piraterie. Les six attaques enregistrées cette année, bien que moins violentes, et au terme d'une accalmie de cinq ans, témoignent que la menace est toujours là.

Elargissement de la mission Eunavfor

Dans la foulée, le Groupe de contact international rappelle que les pirates somaliens retiennent encore comme otage huit marins iraniens en Somalie dans des conditions épouvantables.

Une troisième demande a émergé des travaux à Maurice et elle est portée par la Commission de l'océan indien (COI). La COI plaide pour une mission plus large de la force navale européenne (Eunavfor). Elle souhaite que celle-ci participe aussi à la répression contre d'autres activités illégales : le trafic de drogue, la contrebande, la destruction de l'environnement marin et la pêche illégale.

Lien : http://www.rfi.fr/afrique/20170708-piraterie-groupe-contact-appelle-maintien-aide-internationale

THE MOST FROM THE COAST !
Coastweek.com
Monday, 10 July 2017

Mauritius Hosting 20th Plenary Session Of Contact Group Piracy Off Coast Of Somalia

Coastweek -- The 20th plenary session of the Contact Group on Piracy off the Coast of Somalia [CGPCS] is taking place at the Intercontinental Hotel in Balaclava, Mauritius, from 05-07 of July 2017.

More than 200 delegates from 20 countries, international and regional organizations (African Union, European Union, UN Agencies), as well as industry associations and NGOs, will come together to exchange views, deliberate on policy options and agree on a common plan forward to combat piracy and restore maritime safety and security in the western Indian Ocean.

After a long period of calm, acts of piracy have been recorded off the coast of Somalia in recent months.

The plenary meeting of the CGPCS, which brings together all national, regional and international stakeholders present or having interests in the region, will be an opportunity to review this resurgence of piracy and to define action plans, particularly in Somalia, to sustainably secure this important maritime area.

It is estimated that 30 per cent of international merchant maritime trade crosses the western Indian Ocean.

Consultations will be led within the different working groups meetings:

☐ the Indian Ocean Region focused Group on Capacity Building;

☐ the UN Trust Fund Board;

☐ the Somali focused Group on Capacity Building;

☐ the Maritime Counter Piracy and Mitigation Operations/ Working Group Operations at Sea.

Message From The Chairman of the CGPCS

"The recent hijacking which occurred on 13th March 2017 against the Aris 13, should leave little doubt that, despite gains, events within the region could easily wash away what has been achieved in our collective fight to ensure safety on the maritime routes that cross the Indian Ocean.

As we appreciate the work of the Contact Group, it is important to remind all members of the importance to date of the Trust Fund to Support Initiatives of States Countering Piracy off the Coast of Somalia.

Without the support of members and the healthy and much needed contributions made, the initiatives of the Contact Group could not have happened.

Together, we will have the opportunity to evaluate our actions at national, regional and international levels.

This meeting of the CGPCS will also provide an opportunity for Seychelles to prepare the changeover for the Chair of the Contact Group.

In this regard, I am pleased to welcome the proposal of the Council of Ministers of the **Indian Ocean Commission** to assume the presidency of the CGPCS after Seychelles."

Message from the Secretary-general of the **Indian Ocean Commission**

"**IOC**'s participation in the work of the Contact Group provides us and our countries with the opportunity to better coordinate our actions against piracy with those of the international community, in particular with the European and international missions deployed in the zone.

For **IOC**, the CGPCS provides a framework for reflection and dialogue for the sustainable security of the maritime spaces of the Western Indian Ocean.

That is why the **IOC** fully supports the Seychelles Presidency of the CGPCS in the organization of this plenary meeting.

This is also why the **IOC** Council of Ministers has approved the organization's candidacy for the next presidency of the CGPCS.

We remain convinced that only a collective response, concerned with the overall strengthening of national and regional capacities, will be able to pacify the western Indian Ocean.

In order to do so, we know that we can count on the European Union, our first partner, to commit significant resources in support of the Eastern and Southern Africa and Indian Ocean region, notably through the maritime safety program (MASE). "

CGPCS: definition and missions

The Contact Group on Piracy off the Coast of Somalia (CGPCS) was created on January 14, 2009 pursuant to UN Security Council Resolution 1851.

This voluntary ad hoc international forum brings together those stakeholders affected by Somali piracy: countries from the region, Western Europe, Middle East, Asia and the Americas, industry, seafarer's organisations and NGOs.

The Contact Group coordinates political, military, and non-governmental efforts to tackle piracy off the coast of Somalia, ensure that pirates are brought to justice, and support regional states to develop sustainable maritime security capabilities.

The CGPCS combines ideas that academics have called "informal" or "experimental governance".

The approach of the group in the way it is centered on informality, inclusivity and multi-stakeholder representation is similar to other contact groups and an attempt to find innovative solutions outside formal international organizations.

The experimental nature of the CGPCS is, however, unique.

The CGPCS is a flexible, open ended mechanism that recurrently has tried out new means of coordination, developed new ideas and projects, and responds in its working procedures to the demands of the situation in Somalia and at sea.

Lien : http://www.coastweek.com/4027-special-report-04.htm

LeDEFIMEDIAGROUP

Crime organisé : Lutchmeenaraidoo en appelle à la communauté internationale

07 JUILLET 2017 BY DEFIMEDIA.INFO . 0 COMMENTAIRE



Ouverture de la conférence sur la piraterie, hier à Balaclava.

Le ministre des Affaires étrangères, Vishnu Lutchmeenaraidoo, a procédé, le jeudi 6 juillet à Balaclava, à l'ouverture d'une conférence sur la piraterie régionale. Il s'agissait de la 20e Session plénière du Groupe de contact sur la piraterie au large des côtes de Somalie (CGPCS).

Le but de la conférence est de dégager une politique commune pour contrecarrer la piraterie dans la région. Vishnu Lutchmeenaraidoo a

annoncé à cette occasion, une réunion des ministres de l'Intérieur de la **Commission de l'Océan indien (COI)** début octobre.

« Il faut que la communauté internationale soutienne nos efforts en matière de sécurité maritime. Cela ne sert à rien de mettre de l'ordre chez soi, si chez le voisin il y a toujours du désordre. Il faut une action concertée pour contrer l'insécurité maritime », a fait comprendre le ministre. Il a aussi parlé de la « dimension inquiétante » du trafic de drogue par voie maritime et dit craindre que la zone ne soit devenue un point de transbordement de stupéfiants avec des ramifications internationales.

Lien : http://defimedia.info/crime-organise-lutchmeenaraidoo-en-appelle-la-communaute-internationale

le mauricien
CE JOURNAL FUT DIRIGÉ PAR RAOUL RIVET DE 1922 À 1957
QUOTIDIEN INDEPENDANT D'INFORMATION ET D'OPINION
version internet

07/07/2017

CONFÉRENCE SUR LA PIRATERIE | Vishnu Lutchmeenaraidoo :

«La sécurité maritime dans l'océan Indien n'est pas un problème isolé»

Il plaide pour le maintien du groupe de contact afin de s'occuper de la sécurité maritime dans la région



Les participants à la conférence sur la piraterie à l'hôtel Intercontinental ce matin. A l'avant-plan Vishnu Lutchmeenaraidoo, à sa droite Barry Faure, secrétaire d'État aux Seychelles et à sa gauche le ministre de la Pêche de la Somalie, Abdirahman et l'assistant secrétaire général de l'ONU, Taye-Brook Zerihoun

«*La sécurité dans l'océan Indien s'inscrit dans un contexte global et ne doit pas être évoquée isolément* », a affirmé ce matin le ministre des Affaires étrangères. Vishnu Lutchmeenaraidoo procédait à l'ouverture de la conférence du Contact Group on Piracy off the coast of Somalia. Quelque 200 délégués représentant 24 pays ainsi que des représentants de l'Union européenne, de l'Union africaine, des Nations Unies et de la COI participent à cette réunion, qui se tient à l'hôtel Intercontinental, Balaclava.

Vishnu Lutchmeenaraidoo a, dans son intervention, plaidé pour une coopération régionale et internationale raffermie face aux multiples risques sécuritaires grandissants dans la partie ouest de l'océan Indien. Il estime ainsi que la région est « *de plus en plus vulnérable* » face aux dangers du trafic de drogue, de la piraterie, du trafic humain, de la pêche illégale, du pillage des ressources marines et de la contrebande, entre autres. Pour le ministre des Affaires étrangères la question de la sécurité maritime est « *au cœur des préoccupations de la COI* », dont il est actuellement président. Il annonce à cet effet une réunion de haut niveau des ministres de l'intérieur de la COI début octobre pour se pencher sur la question et trouver des moyens pour rendre la zone plus sûre. « *Il faut que la communauté internationale soutienne nos efforts en matière de sécurité maritime. Il ne sert à rien à mettre de l'ordre chez soi si, chez le voisin, il y a toujours du désordre. Il faut une action concertée pour contrer l'insécurité maritime* », a insisté le ministre.

Vishnu Lutchmeenaraidoo a observé que le trafic de drogue par voie maritime dans la région a pris « *une dimension inquiétante* », avant de dire craindre que la zone ne soit devenue « *un point de transbordement de stupéfiants dans un circuit international* ». Dans le même souffle, il a attiré l'attention sur les risques concernant le blanchiment de l'argent sale et la nécessité d'être vigilant concernant ce problème, « *en particulier pour un centre financier comme Maurice* ». Le ministre a aussi insisté sur la raison d'être du groupe de contact sur la piraterie au large des côtes de la Somalie, soutenant que cette structure doive maintenir et rehausser sa mission dans le cadre de la stratégie de sécurité régionale.

Le sous-secrétaire des Nations Unies pour les Affaires politiques, Taye-Brook Zerihoun, a pour sa part souligné la nécessité de « *s'attaquer aux causes de la piraterie à la source* ». Il maintient également que « *les risques de résurgence des activités des pirates dans le Golfe d'Aden et dans l'océan Indien sont toujours réels, même s'il y a eu une accalmie* » au cours de ces dernières années.

Le ministre somalien de la Pêche, M. Abdirahman Abdi, a pour sa part indiqué que la sécurité maritime est une des priorités du nouveau gouvernement en place en Somalie. Le nouveau régime, dit-il, « *favorise la création d'emplois pour les jeunes comme un moyen durable pour contrer la pauvreté et les délinquances* ». Selon lui, la pauvreté et le chômage « *sont des raisons qui poussent les Somaliens vers les activités de piraterie* ».

L'ambassadeur Barry Flaure, secrétaire d'Etat des Seychelles et président du groupe de contact, a, lui, fait état des initiatives régionales dans le combat contre l'insécurité dans nos mers. Pour rappel, les Seychelles abritent déjà un centre régional de coordination opérationnelle sur la surveillance maritime de la zone. La cérémonie de la signature de l'accord pour la mise en place de cette structure avait eu lieu le samedi dernier en présence du ministre Vishnu Lutchmeenaraidoo, qui était en mission dans l'archipel. La conférence prend fin cet après-midi à l'issue de l'adoption d'un communiqué commun.

La bataille contre la piraterie dans la corne de l'Afrique n'est pas finie



Par **RFI** Publié le 07-07-2017 Modifié le 07-07-2017 à 04:19

Après cinq ans d'apaisement, les pirates somaliens refont surface. Le Groupe de contact sur la piraterie est réuni à Maurice depuis mercredi 5 juillet pour évoquer cette résurgence et faire le point de la mobilisation internationale depuis une décennie contre ce phénomène. Même si, selon la force navale européenne, les grands moyens déployés ont produit d'excellents résultats, beaucoup d'observateurs estiment que le feu couve toujours sous les cendres.

La force navale européenne (**Eunavfor**) fait état de **six attaques maritimes en mars** et avril dernier dans le golfe d'Aden et le bassin somalien. Une série d'attaques qui ne surprend pas Simon Church, directeur du Centre de sécurité maritime de la corne de l'Afrique (MSCHOA). « *Le risque d'un retour de la piraterie a toujours existé parce que les conditions n'ont pas changé. Donc nous ne sommes pas surpris de ces attaques* », explique-t-il.

Ce parce que la situation sécuritaire intérieure somalienne ne s'améliore pas. A ce titre, le représentant de la Somalie à la conférence, le ministre de la Pêche Abdirahman Abdi Hashi, a sollicité l'appui de la communauté internationale. « *Nous voulons bâtir des institutions maritimes et sécuritaires en Somalie. Je suis confiant, à mesure que le temps passe, la Somalie deviendra plus forte pour contrôler la situation parce que c'est un problème intérieur* », espère-t-il.

Pour sa part, le président de la Commission de l'océan Indien (COI) souhaite que le Groupe de contact sur la piraterie élargisse sa mission. « *Nous*

sommes des Etats océans ; les pays membres de la COI représentent 5 millions de kilomètres carrés de mer, soit l'équivalent de toute l'Europe, rappelle Vishnu Lutchmeenaraidoo. *Nous avons la responsabilité de gérer toute cette zone maritime, non seulement au niveau de la sécurité maritime, mais nous avons aussi pris l'engagement à l'ONU que nous allons pratiquer une exploitation rationnelle et raisonnée des ressources maritimes.* »

La COI annonce une réunion en octobre à Maurice des ministres de l'Intérieur de ses cinq Etats membres pour coordonner la lutte contre tous les trafics illicites et les crimes écologiques dans la région.

http://www.rfi.fr/afrique/20170707-maurice-bataille-piraterie-corne-afrique-pas-finie



Seychelles delivers a successful 20th Plenary of the Contact Group on Piracy off the Coast of Somalia

The Seychelles delegation has returned to Seychelles following the successful 20th Plenary of the Contact Group on Piracy Off the Coast of Somalia (CGPCS), which was co-hosted by the Indian Ocean Commission (IOC), and held at the Inter Continental Hotel, Balaclava, Mauritius, from 5th to 7th July 2017.

The Plenary this year had as theme "Leaving a Lasting Legacy for the Region", and had as aim to build on the positive accomplishments of the contact group and continuing to give greater responsibility to the region.

Commenting on the outcomes of the Plenary, Chairman Barry Faure said: "The Seychelles presidency of the CGPCS was able to deliver on all the objectives that it set itself. Firstly, to settle all outstanding housekeeping matters like the future structure of the CGPCS, which had been bogging the group since 2016.

The Group can now focus on its core mandate as it agrees to remain vigilant in the fight against piracy, and to spare no effort to bring the perpetrators of piracy, the leaders, the financiers and facilitators, to justice; as well as to assist capacity building in combatting piracy both in Somalia and the greater region outside Somalia.

Secondly, the Group elected the IOC to take the Chair as of 1st January 2018 and in this respect I congratulate Mauritius, current chair of the IOC, to take lead of the CGPCS on behalf of the IOC. The Group also accepted the proposal from Seychelles to revive Working Group on Maritime Counter Piracy and Mitigation Operations, and here I would like to express my thanks to current chair the United Arab Emirates for agreeing, recognize India and Seychelles for their election to co-chair this Working Group, and welcome Sri Lanka for the interest shown in running the Secretariat. Seychelles, I can say, has delivered for the region and this has been well recognized by all our partners from within the region and beyond."

Seychelles assumed the presidency of the Contact Group on 1 st January 2016 and, in recognition of its good work, was asked to remain as Chair in 2017 at the 19th Plenary which took place in Seychelles between 31 st May and 3 rd June 2016.

The CGPCS obtains its mandate from UN Security Council Resolution 1851 of 18th December 2008. The next review of its mandate by the UN Security Council will be in November 2017.

The CGPCS Secretariat is hosted in Seychelles at the Regional Fusion and Law Enforcement Centre for Security and Safety at Sea, REFLECS3, and it will begin to handover to the IOC as of September 2017. The Communiqué of the 20th Plenary of the CGPCS can be viewed online at www.lessonsfrompiracy.net or by contacting the CGPCS Secretariat by email on admincgpcs@mfa.gov.sc for a copy.

The Seychelles delegation comprised of Ambassador Barry Faure (Chair), Raymond St Ange, Jacques Belle, Renette Nicette, Professor Christian Bueger of Cardiff University (respectively, Director, Deputy Director and Coordinator of the CGPCS Secretariat and volunteer), Colonel Michael Rosette (SPDF), Philippe Michaud (Blue Economy), Professor Hardy (Sir James Mancham Centre for Peace Studies and Diplomacy) and Jacquelin Dugasse (CEO James Michel Foundation).

Distributed by APO on behalf of Ministry of Foreign Affairs of the Republic of Seychelles.
http://www.einnews.com/pr_news/391707904/seychelles-delivers-a-successful-20th-plenary-of-the-contact-group-on-piracy-off-the-coast-of-somalia

Société

le mauricien
QUOTIDIEN INDEPENDANT D'INFORMATION ET D'OPINION

06/07/2017

COMMISSION DE L'OCÉAN INDIEN

Accord de partenariat avec l'ordre de Malte

Le Secrétaire général de la Commission de l'océan Indien (COI), Hamada Madi, a signé mardi à Rome, au siège de l'Ordre de Malte, l'Accord-cadre de Partenariat qui lie désormais les deux institutions et organise leur coopération en particulier dans le domaine de la santé et du secourisme, de l'urgence humanitaire et de la facilitation.

Organisation internationale caritative présente dans plus de 120 pays, l'Ordre de Malte est un sujet de droit international public qui dispose d'un siège d'observateur permanent auprès des Nations unies, de la Commission européenne et des principales organisations internationales, dont la COI depuis février 2017. L'Ordre souverain de Malte intervient lors de catastrophes naturelles ou des conflits armés pour porter secours aux populations et dispose, avec Malteser International, d'un corps de secours international pour l'aide médicale et humanitaire d'urgence.

« Au moment où la COI développe sa capacité d'action en matière de prévention et de gestion des risques naturels et des situations de crises, la signature de cet Accord, résultat de plusieurs années de démarches et de discussions entre les deux institutions, formalise une coopération et une complémentarité avec un acteur reconnu de l'humanitaire régional », souligne le secrétaire général de la COI.

Lors de la réunion de travail qui a précédé la signature avec Dominique de la Rouchefoucauld-Montbel, Grand Hospitalier de l'Ordre, Hamada Madi a également souligné *« la réputation de l'Ordre de Malte dans l'Indianocéanie et les relations anciennes entre nos îles et l'Ordre »*. Le Secrétaire général de la COI a également mis l'accent sur la capacité de l'Ordre de Malte à *« intervenir partout et à faire parler des crises oubliées. »*

De son côté, le Grand Hospitalier a rappelé *« l'importance de disposer d'institutions stables et enracinées, denrées rares qui sont autant de facteurs de confiance pour agir efficacement au profit de ceux qui souffrent dans un monde qui bouge vite »*.

Commission de l'océan Indien : accord de partenariat avec l'Ordre de Malte

LINFO.RE – créé le 8.07.2017 à 16h07 – La rédaction

Un accord de partenariat dans le domaine de la santé, du secourisme, de l'urgence humanitaire et de la facilitation a été conclu entre la Commission de l'océan Indien (COI) et l'Ordre de Malte, mardi 4 juillet à Rome.

Une organisation caritative présente dans plus de 120 pays

Le Comorien Hamada Madi, secrétaire général de la **Commission de l'océan Indien (COI)**, s'est rendu, mardi 4 juillet, au siège de l'**Ordre de Malte**, à Rome, en Italie, pour la signature d'un **accord**, rapporte le site *lemauricien.com*. L'accord en question couvre le domaine de la santé, du secourisme, de l'urgence humanitaire et de la facilitation. Présente dans plus de 120 pays, l'organisation de bienfaisance dispose d'un siège d'observateur permanent auprès des Nations unies, de la Commission européenne et de plusieurs instances internationales. Elle a intégré la **COI** depuis le mois de février dernier.

La **COI** développe ses capacités

L'**Ordre de Malte** est actif lors des catastrophes naturelles et des guerres. Il intervient dans le secours des civils et dispose d'un corps international d'aide médicale et humanitaire d'urgence. Hamada Madi a souligné que la **COI** développe actuellement sa capacité d'action de prévention et de gestion des catastrophes naturelles. La signature de l'**accord** "*formalise une coopération et une complémentarité avec un acteur reconnu de l'humanitaire*", a-t-il ajouté.

L'Ordre de Malte a souligné l'importance des institutions

L'accord est le fruit de plusieurs années de négociations entre l'**Ordre de Malte** et la **COI**. Dominique de la Rouchefoucauld-Montbel, Grand hospitalier de l'Ordre de Malte, a rappelé "*l'importance de disposer d'institutions stables et enracinées, denrées rares qui sont autant de facteurs de confiance pour agir efficacement au profit de ceux qui souffrent dans un monde qui bouge vite*".

Lien : http://www.linfo.re/ocean-indien/les-comores/722033-commission-de-l-ocean-indien-accord-de-partenariat-avec-l-ordre-de-malte

Les femmes leaders de l'Afrique australe se sont réunies aux Seychelles pour faire avancer l'égalité, portée au VIH.

Victoria, Seychelles | | July 8, 2017,



Les Seychelles accueillaient pour la première fois la conférence du parlement des femmes de la SADC. (Salifa Magnan, Seychelles News Agency).

(Seychelles News Agency) - Cette semaine, aux Seychelles, s'est réuni un groupe de 14 États de l'Afrique australe, pour la toute première conférence du parlement des femmes, les parties prenantes ont porté leur attention sur le thème des infections au **VIH** parmi les femmes des pays membres de la Communauté de développement d'Afrique australe SADC.
Les organisations de sociétés civiles et l'Organisation des Nations Unies travaillent avec le forum parlementaire de la **SADC** pour discuter de la résolution 60/2 de la commission, qui s'intéresse à la femme, la fille, et le Vih/Sida. L'objectif de la résolution est de donner toute l'attention aux grands décideurs concernant les nouvelles contaminations par le **VIH** des jeunes femmes et des adolescentes.
Pendant la conférence, une jeune femme politique de la Zambie, Buumba Malambo, a appelé les leaders et les membres du parlement à soutenir et implémenter des lois qui changeront la vie des jeunes filles en Afrique.

« Nous nous battons encore pour que les femmes soient représentées dans tous les secteurs, dans le secteur de la santé, 99 % des bénéfices sur la santé ou des réglementations sont décidées par des hommes » a exprimé Malambo.

Elle a ajouté que les décisions sur l'avortement et l'utilisation ou non de préservatifs sont retenues par une éducation patriarcale.

Une parlementaire du Malawi, Messie Kabwila, également présidente du Régional Women's Parliamentary Caucus, a déclaré qu'il faudrait d'avantage de femmes élues dans les parlements, un pas en avant qui permettrait d'aider à atteindre l'égalité homme femme.

« Le problème des femmes, des droits à la reproduction sexuelle, et la santé, resteront un cauchemar si l'on n'aide pas les femmes à intégrer les partis politiques et à assurer qu'elles ont les pouvoirs de remplir leurs mandats. » a dit Kabwila.

Elle a ajouté que les aboutissements de la réunion aux Seychelles ne seraient pas pertinents si l'on n'améliore pas le rôle des femmes en politique.



Il faudrait d'avantage de femmes élues dans les parlements, un pas en avant qui permettrait d'aider à atteindre l'égalité homme femme, a déclaré une des intervenantes de la conférence (Salira Magnan Seychelles News Agency). Photo License: CC-BY

L'agenda 2030 pour le développement durable et l'agenda 2063 pour les aspirations de l'Afrique, reconnaissent tous les deux le rôle essentiel des parlements et de leurs parlementaires pour réussir un développement humain durable, ce qui passe par la réussite de sociétés en bonne santé.

Les Nations Unies estiment qu'environ 2.3 millions d'adolescentes et de jeunes femmes âgées entre 15 et 24 ans vivent avec le **VIH**, ce qui représente un chiffre de 60% des jeunes vivants avec le virus.
L'éducation devrait aider à faire baisser de telles statistiques sur le VIH/SIDA, ont indiqué les conférenciers.

La résolution vise à promouvoir une égalité des chances d'un point de vue économique pour les femmes et les filles, à assurer l'engagement total des hommes et des garçons, à promouvoir l'accès et à l'éducation, et à adopter et mettre en œuvre des lois, des politiques et des stratégies qui élimineront les formes de violences sexistes, et toutes autres formes de discriminations contre les femmes.

Bien que les Seychelles aient été vues, lors de la conférence, comme un pays exemplaire de par le pourcentage très élevé de filles complétant leur enseignement secondaire, il existe encore des pistes d'amélioration, y compris dans la vie familiale.

« Aux Seychelles, nous avons tendance à ne pas parler d'inceste. Cela reste pourtant toujours un sujet actuel, mais les gens n'en parlent pas encore. En tant que femmes au parlement, nous devons en parler pour que les gens puissent comprendre que cela est mal et inacceptable dans notre société » a déclaré Chantal Ghislain, députée parlementaire des Seychelles et présidente du Comité des femmes de l'Assemblée nationale des Seychelles.

L'Assemblée nationale Nationale des Seychelles accueille la 41ème session de l'Assemblée plénière du forum parlementaire de la **SADC** du 5 au 15 juillet.

http://www.seychellesnewsagency.com/articles/7544/Les+femmes+leaders+de+l%27Afrique+australe+se+sont+runies+aux+Seychelles+pour+faire+avancer+l%27galit%2C+porte+au+VIH**.**

LEMAURICIEN.COM
INDÉPENDANT D'INFORMATION ET D'OPINION

PREMIER SEMESTRE 2017 : Arrivées touristiques en progression de 6,7%

Les marchés français et chinois en très légère baisse

ARTICLE PARU DANS LE MAURICIEN | 11 JUILLET, 2017 - 21:00



Maurice a accueilli 625 859 touristes au cours du premier semestre de 2017, soit une hausse de 6,7% comparativement au nombre enregistré pour le semestre correspondant de 2016. Pour le mois de juin 2017, les arrivées touristiques se sont élevées à 78 188, ce qui représente une progression de 8,9% par rapport à juin 2016. Le dernier bilan rendu public hier par Statistics Mauritius concernant les arrivées touristiques indique que la France (129 651 visiteurs), La Réunion (72 993), le Royaume-Uni (61 160) et l'Allemagne (53 211) ont maintenu leur position aux quatre premières places des marchés émetteurs, alors que l'Inde (47 508) a ravi la 5e place à l'Afrique du Sud (46 626). Le Top 10 des marchés se complète avec la Chine (39 101), la Suisse (16 722), l'Italie (15 528) et l'Autriche (9 519). Les marchés français (-1,2%) et chinois (-1,3%) ont accusé un très léger repli, qui

a été en grande partie compensé par la bonne tenue des marchés britannique (+6,8%), allemand (+13,6%), réunionnais (+8,1%) et indien (+7,8%), entre autres. Selon Statistics Mauritius, les marchés européens ont affiché une croissance moyenne de 5,9% avec un total de 355 698 arrivées. La France, le Royaume-Uni, l'Allemagne, la Suisse et l'Italie se démarquent au niveau de l'Europe. S'agissant du continent africain, une hausse de 5,7% a été notée, représentant un total de 138 219 touristes. L'île sœur reste le leader régional en ce sens avec plus de 50% des arrivées, précédant l'Afrique du Sud (+2,9% à 46 626), Madagascar (-2,7% à 5 028) et les Seychelles (+7% à 2 872). Le nombre de visiteurs venant d'Asie a atteint les 110 898, soit une croissance de 7,9% par rapport au nombre enregistré pour le même semestre de 2016. Le recul de 39 101 arrivants (-1,3%) depuis la Chine a été largement compensé par l'augmentation réalisée par le marché indien, s'élevant à 47 508 (+7,8%). La Malaisie enregistre de son côté une hausse de 109,1% (2 699 arrivées) et la Corée du Sud une augmentation de 20,8% (3 275 arrivées). En somme, des performances nettement meilleures que celles du premier semestre 2016. On observe par ailleurs les taux de progression appréciables de certains marchés, tels ceux des Émirats Arabes Unis (+40,1% à 5 444), de l'Australie (+13,1% à 8 558) et des États-Unis (+11,5% à 4 236). Les chiffres officiels indiquent également que le séjour moyen des touristes pour le premier semestre de 2017 a été de 10,4 nuitées, contre 10,5 pour le semestre correspondant de l'année écoulée.

http://www.lemauricien.com/article/premier-semestre-2017-arrivees-touristiques-en-progression-67